

les enseignements que nous apportent les différents chapitres. Jérôme Cihuelo et Arthur Jobert y développent, avec un réel souci de pédagogie, la notion de « situations d'interface » pour rendre compte de la multiplication des points de contact entre l'énergie et la société. Si cette notion constitue un « ciment » théorique ingénieux liant les différents chapitres, elle reste somme toute assez descriptive et n'embrasse malheureusement pas sur la formulation de quelques hypothèses générales. Le lecteur aimerait savoir si, finalement, cette multiplication de « situations d'interface » participe d'une gestion plus ouverte et pluraliste des questions d'énergie sur les trois volets traités que sont les innovations technologiques (les usagers sont-ils finalement davantage entendus ?), la relation de services (quel statut les clients ont-ils réellement au sein de l'entreprise ?) ou les mises en débat de l'énergie (les nouvelles arènes de délibération ont-elles une influence sur les choix stratégiques ?). Certes, l'exercice est difficile voire périlleux, les évolutions étant complexes et parfois contradictoires. Mais quelques pistes de réflexion auraient pu être néanmoins esquissées.

La seconde remarque exprime plutôt un regret : celui de ne pas voir suffisamment apparaître EDF comme l'un des lieux de gouvernement de ces « situations d'interface ». Comment est gérée, au sein de l'entreprise, la prolifération des scènes d'interaction dont l'ouvrage s'est fait l'écho ? À quelles formes d'arbitrage donne-t-elle lieu ? Quels déplacements entraîne-t-elle dans les rapports de force internes ou dans les représentations professionnelles ? Que nous disent finalement ces transformations sur ce qu'est le groupe EDF aujourd'hui, dans son mode de gouvernement et dans sa culture d'entreprise ? Ici encore, quelques pistes de réflexion seraient utiles aux chercheurs et aux citoyens, mais aussi aux dirigeants de l'entreprise.

Malgré ces deux remarques, l'ouvrage mérite d'être lu car il représente une tentative, réussie de notre point de vue, d'articuler des champs et des disciplines souvent convoqués de manière disjointe.

François-Mathieu Poupeau

Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS), UMR 8134 CNRS, École des Ponts ParisTech et Université Paris-Est Marne-la-Vallée, 6-8, avenue Blaise-Pascal, Cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77455 Marne-la-Vallée, France

Adresse e-mail : fm.poupeau@enpc.fr

Disponible sur Internet le 7 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.012>

Sociologie politique de la santé, H. Bergeron, P. Castel. Presses universitaires de France, Paris (2015). 480 pp.

Sociologie politique de la santé se présente comme un manuel de sociologie *politique* de la santé dans lequel Henri Bergeron et Patrick Castel étudient les dimensions politiques des transformations contemporaines de la santé et de la médecine, et la façon dont ces transformations donnent à voir une reconfiguration plus large des rapports entre l'État, les citoyens et les professionnels de santé. Les auteurs se sont lancés dans une entreprise ambitieuse : proposer une revue de littérature raisonnée sur les travaux de sociologie et de sciences politiques pour tracer les dimensions politiques des questions de santé de manière relativement nouvelle en France.

Comment les différents systèmes de santé ont-ils évolué depuis leur création ? Comment expliquer le statut et les protections de la profession médicale ? Dans quelle mesure l'individualisation et la responsabilisation des individus constituent-elles l'un des traits caractéristiques majeurs des politiques de santé contemporaines ? Les auteurs assument un parti pris concernant la sélection

bibliographique pour répondre à de telles questions. Celle-ci vise à rendre compte du caractère *structuré* et *structurant* des questions de santé, qui sont « conçues comme un lieu privilégié d'engagement et de cristallisation des luttes politiques et sociales (*structurées*) ; elles composent également un espace où se définissent et se forment (et se déforment) des biens collectifs d'importance [...] et où se manifeste la réflexivité des sociétés contemporaines : ce qui se décide en santé a des conséquences qui se réalisent bien au-delà du champ de la médecine et de la santé (*structurantes*) » (p. 4).

Ce choix contribue à ce que le périmètre de la sociologie française de la santé ne soit que partiellement représenté au profit des travaux nord-américains. Il explique également la mobilisation d'un large spectre des perspectives théoriques mobilisées tout au long des trois parties qui traversent l'ouvrage : fonctionnalisme, travaux des interactionnistes, constructivisme, néo-institutionnalisme sociologique et historique, théorie de l'acteur-réseau, *Science Studies*, approches foucaaldiennes ou encore aux approches cognitives des politiques publiques, sociologie économique.

La première partie est consacrée à l'examen des trajectoires des systèmes de santé occidentaux et des déterminants socio-politiques qui sous-tendent leurs réformes actuelles (les politiques dites curatives). Les auteurs étudient d'abord l'émergence et la diversité des systèmes collectifs, publics et privés, d'assurance et de protection sociale, puis les réformes continues qui les ont traversées ces quarante dernières années. Le deuxième chapitre met en perspective les arguments et les discours déployés pour justifier les réformes — comme la construction sociale de la notion de « crise » — avec les instruments mobilisés dans les politiques publiques, présentés sous forme de typologie.

La deuxième partie est consacrée à l'étude des phénomènes organisationnels et professionnels. De facture plus classique, le troisième chapitre retrace les nombreux travaux consacrés à la profession médicale, en y intégrant, ce qui est original, les travaux des historiens des sciences. Le quatrième chapitre, plus dense, porte sur l'organisation des soins et les décisions médicales, en s'intéressant à la fois aux travaux étudiant les changements qui ont affecté le fonctionnement des hôpitaux « en tant que formes particulières de bureaucratie » (p. 191) et aux travaux qui ont analysé la rationalisation des pratiques et des effets des réformes sur l'encadrement des pratiques médicales.

La troisième partie étudie le mouvement de recomposition des politiques de santé publique. C'est notamment à partir de la question des savoirs et de leur circulation que les auteurs analysent de nombreux travaux pour dégager un sens aux récentes évolutions observées dans la formulation des politiques de santé publique, de prévention, de promotion de la santé et de sécurité sanitaire. Le cinquième chapitre analyse une littérature foisonnante sur les savoirs médicaux, et plus largement sanitaires, en accordant de l'importance à leur méthode de production, plus précisément aux processus de production des normes faisant appel aux savoirs scientifiques. Le chapitre six, lui, se focalise sur le rôle des associations de patients dans la formation des politiques de santé. Les auteurs proposent une perspective historique stimulante sur les effets des mobilisations collectives associatives et sur leur capacité de contestation des formes d'autorité scientifique, médicale et publique, et parfois marchande. Le septième et dernier chapitre examine les transformations de la santé publique. Cette dernière partie de l'ouvrage met en évidence la faible prise en considération des inégalités de santé ou encore l'accroissement d'actions sanitaires plutôt centrées sur les individus que sur les structures dans le contour des politiques de santé publique.

H. Bergeron et P. Castel proposent ainsi un état des lieux critique de la recherche contemporaine sur les questions de santé dans un style pédagogique dont le mérite est de ne pas sacrifier le fond. Les apports sont nombreux, comme faire dialoguer des travaux d'obédiences diverses et

donner une place importante et bienvenue aux travaux des historiens des sciences. La démarche interdisciplinaire qui sous-tend cette revue de littérature, même si elle n'est pas systématiquement mise en avant, participe beaucoup à la qualité de leur entreprise. On peut cependant se poser la question, non sans importance, du recours au terme « politique » pour structurer cet état des lieux « des sociologies des questions de santé » — pour prendre l'expression heureuse utilisée dans l'introduction générale (p. 2). On peut convenir que cette qualification contribue à situer ce manuel parmi ceux déjà existants. Mais la disparition du terme « médecine » dans le titre de l'ouvrage au profit des termes « politique » et « santé » soulève bien des interrogations à l'égard de l'étude des transformations contemporaines de la santé et de la médecine. C'est dans la conclusion générale que l'on peut pleinement saisir une tension entre une analyse raisonnée de la littérature, présentée sous la forme d'un manuel, et une réflexion programmatique moins visible visant à rendre compte de la stabilité et du changement social. On s'attendrait à voir discuté le scénario d'une « grande » rupture de l'organisation et des régulations des systèmes de santé occidentaux sous-jacent tout au long des chapitres, mais c'est un scénario à l'égard duquel les auteurs restent finalement hésitants et prudents.

Lynda Sifer-Rivière

*Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société (Cermes3),
UMR CNRS 8211, Unité Inserm 988, EHESS, Université Paris Descartes,
7, rue Guy-Môquet, BP 8, 94801 Villejuif cedex, France
Adresse e-mail : lynda.sifer.riviere@gmail.com*

Disponible sur Internet le 31 mars 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.001>

L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Tome 3 : la fabrication des identités culturelles, A. Sayad. Raisons d'agir, Paris (2014). 208 pp.

Dans le troisième volume de *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, sont présentés cinq textes inédits d'Abdelmalek Sayad qui portent sur la construction des identités, en lien avec la question culturelle. Intitulé « La fabrication des identités culturelles », cet *opus* traite des liens entre immigration et culture, cette dernière notion étant prise dans une acception large comme « ce “je-ne-sais-quoi”, ces riens qui font les “évidences sociales” lorsqu'elles sont vécues sur le mode du “cela va de soi” ou sur le mode des réalités tenues pour naturelles » (pp. 102–103). Directement lié au contexte politique et migratoire de la fin des années 1970, moment où sont rédigés les cinq textes qui le constituent, l'ouvrage offre, à la fois, une réflexion sur la formation des identités en contexte migratoire et un témoignage sur l'émergence d'une lecture culturelle de la présence des immigrés en France.

Le premier texte rappelle les principales clés d'analyse proposées par A. Sayad sur l'immigration en France, et l'immigration algérienne en particulier : l'illusion du provisoire ; les contradictions entre un cadre juridique qui offre aux étrangers la possibilité de devenir français et une société qui continue à les considérer comme des immigrés ; enfin, les ambiguïtés entre nationalité et appartenance nationale. Il souligne que « l'immigré est d'une *hexis* corporelle et d'une manière de se comporter différents, donc susceptible d'altérer le panorama esthétique “national” » (p. 58), ce qui permet d'articuler la question nationale aux réflexions sur les identités culturelles qui vont suivre. Le deuxième texte offre une réflexion sur l'évolution lexicale dans les questions migratoires et l'apparition du terme « minorité », au début des années 1970. Ce détour sémantique